

L'ETHNICISATION POLITIQUE EN COTE D'IVOIRE : MOTRICE D'UN TISSU SOCIAL FISSURE

Tiémoko Euloge Konan ZERBO

Enseignant - Chercheur en Communication

Département des Sciences du Langage et de la Communication

Université Alassane Ouattara

eulogezb27@gmail.com

Résumé

Depuis plus de trois décennies, l'ethnicisation politique sert de miroir aux alouettes aux politiques dans leur quête effrénée de pouvoir en Côte d'Ivoire. La question identitaire est employée comme un moyen factice pour porter préjudice à l'adversaire et s'attirer les faveurs des citoyens dans le challenge électoral. En effet, elle se manifeste par la révocation en doute de la légitimité électorale d'un adversaire politique surtout, dans le cadre d'une élection présidentielle, du fait de l'appartenance ethnique ou religieuse qui lui est imputée. Cette propagande malveillante a suscité maintes turpitudes politiques traduites par des coups d'Etat et des crises militaro-politiques létales et redondantes. Ces dissensions politiques se sont conséquemment transposées au sein de l'espace public par la fracture du tissu social entre les différentes communautés, chacune défendant le leader politique auquel elle s'identifie ethniquement. Notre étude tente de dépeindre cette situation tout en mettant en relief son impact sociopolitique néfaste. Parallèlement, elle invite les politiques à une communication responsable qui sauvegarde la cohésion sociale. Aussi, elle s'attèle à exhorter l'ensemble des ivoiriens à la nécessité de cultiver des valeurs citoyennes et prioriser la fibre patriotique dans l'optique de la réhabilitation des liens sociaux.

Mots clés : *Ethnicité, communication politique, identité, fracture, tissu social.*

Abstract

For more than three decades, political ethnicisation has served as a mirage for politicians in their relentless quest for power in Côte d'Ivoire. The issue of identity is used as a false means of harming opponents and winning the favour of citizens in the electoral contest. This manifests itself in particular in the questioning of a political opponent's electoral legitimacy, especially in the context of a presidential election, on the basis of their alleged ethnic or

religious affiliation. This malicious propaganda has given rise to numerous political scandals, resulting in coups d'état and lethal and redundant military-political crises. These political divisions have consequently spilled over into the public sphere, fracturing the social fabric between different communities, each defending the political leader with whom it identifies ethnically. Our study attempts to describe this situation while highlighting its harmful socio-political impact. At the same time, it calls on politicians to engage in responsible communication that safeguards social cohesion. It also urges all Ivorians to cultivate civic values and prioritise patriotism with a view to restoring social ties.

Keywords : *Ethnicity, political communication, identity, divide, social fabric.*

Introduction

En Afrique, la question identitaire demeure l'une des raisons essentielles des clivages entre les peuples. Il semble impossible d'évoquer la société africaine notamment sous un angle sociopolitique sans aborder la question de l'identité et son influence sur le continent. Elle constitue un facteur indissociable du champ politique. Alors qu'au fil du temps, on se rend compte que l'identité sociale et la différence entre « lui » et « moi » peut contribuer à la violence. Selon C. Meillassoux (1997, p. 9), « *le problème identitaire en Afrique, vient de la mise à l'écart de la population de la vie politique.* » Antérieurement, la cohabitation entre différents peuples dans certains pays africains, avait engendré des heurts déplorables. Quant à la Côte d'Ivoire, elle semblait à l'abri de ces troubles grâce au charisme et à la sagesse politique d'Houphouët-Boigny à surmonter les contradictions internes, (J. Baulin, 1982). Mais la défuncton de celui qu'il a convenu d'appeler « le père de la nation », qui redistribuait les cartes pour sa succession, a considérablement bouleversé le paysage politique ivoirien. Ainsi, les fougues, longtemps contenues des différents prétendants de briguer la magistrature suprême du pays, vont s'accompagner d'artifices dégradants. Dans ce jeu politique, la fibre ethnique est brandie,

entre adversaires, pour saper l'ambition de l'autre et s'attirer les faveurs des groupes ethniques se reconnaissant en soi.

Le prolongement de ces guéguerres politicardes donne, parfois, lieu à des conflits entre les populations ayant les mêmes appartenances ethniques que les politiques en désaccord. Autrefois, « *modèle de prospérité économique, d'ouverture et de stabilité, la Côte d'Ivoire a donné ensuite l'impression de s'enfoncer inexorablement dans la crise* », soutient F. Roubaud (2003, p. 57). La Côte d'Ivoire a ainsi perdu, depuis plusieurs décennies, ce qui faisait particulièrement son prestige aux yeux des observateurs extérieurs. A savoir, sa stabilité politique et le brassage culturel qui symbolisaient une parfaite harmonie sociale en dépit des horizons épars dont proviennent ses différents peuples. Cependant, sous le prisme de l'ethnicité, cette symphonie sociale fut sacrifiée sur l'autel des aspirations effrénées des politiques. Les discours captieux des acteurs politiques souvent axés sur l'apologie de certains vices dont la haine, la xénophobie et le tribalisme, ont fait voler en éclats les acquis et l'héritage d'Houphouët. Pourtant, la plupart des politiques contemporains se revendiquent de son école. Mais visiblement, leurs comportements heurtent les valeurs houphouëtistes. De facto, les enjeux sont orientés vers la mise en œuvre de circonstances favorisant l'accession ou le maintien d'un individu ou parti politique au pouvoir. Dans cette veine, l'emploi de mécanismes souvent obscurs dont la manipulation des ethnies pour assouvir leurs desideratas, est une manœuvre courante. Et cette pratique se corse à l'occasion des périodes électorales et de certains moments particuliers de la vie politique du pays.

Lorsque le président feu Henri Konan Bédié accède au pouvoir suite au trépas d'Houphouët, adopte et met en vigueur le concept d'ivoirité dans un contexte marqué par de nombreux imbroglios politiques, cette politique suscite une vive polémique du point de vue de sa contenance sémantique. En dépit des intentions

saines défendues par l'auteur, l'adhésion à cette idéologie n'a nullement fait l'unanimité tant au sein de la classe politique que de la société civile en raison du caractère xénophobe et ou tribal que certains lui attribuaient. Ces allégations ont constamment exacerbé les tensions politiques. Lesquelles se sont cristallisées autour de nombreux événements politiques exécrables dont le coup d'Etat de 1999, les crises de 2002, 2010 et 2020. Par ricochet, ces mésintelligences politiques ont investi l'espace public (J. Habermas, 1962), en altérant considérablement les relations entre les différentes populations. L'ethnicisation politique qui constitue, en réalité, une communication politique déliée, est malheureusement devenue un catalyseur de méfiance intercommunautaire. Elle est à l'origine de la fracture de la cohésion sociale et le renforcement des clivages communautaires notamment le Nord contre le Sud comme le note C. Bouquet (2005), dans une déconstruction de la cartographie ivoirienne.

Cette réalité fâcheuse qui constitue, vraisemblablement, le talon d'Achille de la politique ivoirienne, intrigue. Ainsi, sur les chantiers de cette étude, il est question pour nous de mener une réflexion à partir de l'interrogation principale suivante : dans quelle mesure l'ethnicisation du champ politique ivoirien contribue-t-elle à la fissuration du tissu social et comment cette dynamique s'entretient-elle ? Pour aborder cette problématique, il convient d'élaborer quelques questions secondaires qui vont sous-tendre notre question centrale. A savoir : comment se perçoit l'ethnicisation politique en Côte d'Ivoire ? N'influe-t-elle pas négativement sur la cohésion sociale ? Quels sont les mécanismes politiques et citoyens à mettre en œuvre en faveur de la régénération du tissu social ivoirien ? Il s'agira, dans cette analyse, de décrire la forme manifestaire de l'ethnicisation politique en Côte d'Ivoire. Ensuite, relever son impact nocif sur le climat social et les rapports intercommunautaires. In fine, nous ferons des recommandations à l'ensemble des acteurs

politiques et des communautés ivoiriennes afin de les exhorter à briser la glace et à se réapproprier des valeurs citoyennes et fraternelles susceptibles de concourir au resserrement du tissu social.

1. Cadre théorique et méthodologique

Pour poser les bases de notre analyse, il sera question d'aborder le cadre théorique dans un premier temps et dans un second temps, s'intéresser au volet méthodologique.

1.1 Cadre théorique

L'ethnicisation politique s'appréhende comme étant l'instrumentalisation des appartenances ethniques par les acteurs politiques pour légitimer ou discréditer des adversaires politiques, mobiliser des militants ou s'attirer les faveurs de certains citoyens. C'est une forme de communication politique subtile, souvent postiche qui est récurrente durant les périodes électorales, essentiellement lors des élections présidentielles. Ses prémices étaient brièvement perceptibles depuis l'ère d'Houphouët-Boigny, au début des années 1990. Mais c'est à la suite de sa disparition qu'elle s'est véritablement enracinée dans l'environnement politique ivoirien. Et depuis lors, ce modèle politique a infligé une coloration bien terne au paysage politique ivoirien tout en dégradant les relations entre les communautés ivoiriennes au niveau social. Dans la conscience collective et les mœurs communs, les patronymes suffisent à déterminer l'ethnie ou la provenance régionale et l'appartenance politique d'un citoyen. En cas de méconnaissance du patronyme, on se fie, parfois, à l'allure vestimentaire de l'individu pour déduire l'ethnie et le parti politique auxquels il appartiendrait. Certains préjugés ou observations donnent de faire une interprétation parfois erronée de l'identité de l'individu.

A titre d'illustration, le boubou, vêtement traditionnel africain, long et très ample, autant porté par des hommes que par des femmes, est une tenue qui est trivialement propre aux populations nordistes et aux musulmans. Dans la conception commune, lorsqu'une personne est aperçue dans cette tenue, cela suppose qu'elle provient du Nord. On les appelle communément les « dioulas »¹. Par conséquent, elle est assurément partisane du RDR² parce que ce parti politique est présidé par un homme provenant du Nord et qu'il serait soutenu par tous ceux qui y sont originaires. Si l'individu n'est pas vêtu d'un boubou mais qu'il porte des patronymes nordistes comme « Touré », « Ouattara » ou « Fofana », on déduit immédiatement qu'il est « dioula », qu'il défend forcément le RDR ou qu'il en est l'un de ses militants. Les dioulas sont généralement associés à la religion musulmane. Quand le patronyme connu est notamment « Konan », « N'Goran » ou « Dibi », on conclut systématiquement que l'individu provient du centre et qu'il est « baoulé »³. De ce fait, il est évident qu'il soutient ou est militant du PDCI-RDA⁴, car le président fondateur du parti et son successeur étaient tous deux « baoulé ». Lorsque le patronyme du quidam est entre autres « Koudou », « Seri » ou « Digbeu », cela laisse supposer qu'il est « bété ». Ainsi, ce dernier était certainement militant ou partisan du FPI⁵ dans la mesure où le précédent leader historique du parti qui a migré dans une nouvelle formation politique qu'il a créée, dénommée le PPA-

¹ Le Dioula est une langue mandingue parlée au Nord de la Côte d'Ivoire. Elle n'est pas une ethnie à proprement dit en Côte d'Ivoire. Mais elle est couramment utilisée par les populations du Nord notamment dans le commerce qui constitue leur principale activité. Toutefois, cette partie du pays est composée de diverses ethnies.

² Le Rassemblement Démocratique Républicain (RDR), est le parti initial du président Alassane Ouattara avant la mise en œuvre de la coalition le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) avec d'autres partis. Il en est toujours le président

³ Le baoulé est l'ethnie la plus populaire de la Côte d'Ivoire. C'est l'ethnie du père fondateur de la Côte d'Ivoire, M. Félix Houphouët-Boigny et également de l'ex président, M. Henri Konan Bédié qui l'a succédé.

⁴ Le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement Démocratique Africain (PDCI-RDA), a été pendant longtemps, le parti le plus populaire de la Côte d'Ivoire et fut présidé successivement par les présidents Houphouët-Boigny et Konan Bédié jusqu'à leurs décès respectifs

⁵ Le Front Populaire Ivoirien (FPI), a été pendant de nombreuses années, présidé par M. Laurent Gbagbo. Il est de l'ethnie « bété ». De retour en Côte d'Ivoire, après la prison à la Cour Pénale Internationale en juin 2021, le président intérimaire du parti refuse de lui redonner son poste. C'est ainsi qu'il décide de quitter le parti.

CI⁶, est de l'ethnie « bété ». De ce point de vue, les « bétés » sont, à présent, considérés comme des partisans du PPA-CI. Quant aux baoulés et aux bétés, ils sont globalement présumés chrétiens.

L'ensemble de ces hypothèses qui ne sont pourtant pas toujours vérifiées, font l'objet de jugements stochastiques par le commun des mortels en Côte d'Ivoire. Alors que ces croyances probabilistes dégradent souvent des liens longtemps entretenus entre des citoyens d'ethnies différentes mais qui s'appréciaient réciproquement et sincèrement. Et même quand les conjectures sont fondées, elles ne devraient nullement créer un fossé entre les enfants d'une même patrie sous le prétexte de certaines considérations. En effet, comme le souligne A. Mbembe (2000), l'Etat africain postcolonial fonctionne dans une logique de « commandement », où l'ethnicité est mobilisée pour asseoir l'autorité. Dans ce sens, les politiques vipérins et turpides usent de ces différences dérisoires comme artifice à l'effet d'escobarder les partisans grégaires. Cela donne lieu à des cohabitations farceuses dans une atmosphère bilieuse engendrée par des discours politiques séparatistes et extrémistes. Pis, cette tendance s'envenime dans les périodes électorales du fait du logos politique formaté pour manipuler et embrigader les électeurs. Cette propagande politique (S. Tchakhotine, 1939), malveillante détériore les liens entre les populations dont les appartenances ethniques, religieuses et/ou politiques divergent. Il semble que pour les politiques, l'ambition de gouverner le pays transcende les intérêts communs et le bien-être des populations. Cette aspiration de tenir les rênes de la Côte d'Ivoire peut user de tous les subterfuges nécessaires, aussi hétérodoxes soient-ils, pourvu que l'objectif soit atteint. Ainsi, la récurrence de ces discours subversifs notamment construits sur le facteur ethnique a fini par emboutir l'harmonie sociale en

⁶ Le Parti des Peuples Africains de Côte d'Ivoire (PPA-CI), a été créé par le président Laurent Gbagbo en octobre 2021 après avoir quitté le FPI.

ouvrant la porte à un conflit armé. Comme le souligne F. Akindès (2004), la longue crise militaro-politique qu'a vécue la Côte d'Ivoire fut le résultat d'un long processus de déliquescence de l'État, où l'ethnicité a été utilisée comme un levier dans les luttes pour le pouvoir. Pour l'auteur, le renouvellement de la « grammaire politique » est impérieux. Il faut intégrer de nouveaux principes de régulation sociale et politique susceptibles de surpasser les clivages identitaires et de reconstruire une forme de pacte national.

Le compromis houphouëtiste fondé sur des arrangements implicites et une stabilité subtilement imposée ne fonctionnait plus du fait du déséquilibre généré par l'introduction de la question identitaire dans le jeu politique. Dans le courant de cette politique affligeante, le concept de l'ivoirité adopté par le président Bédié n'a fait qu'aviver la flamme des dissensions politiques et sociales. Pour l'auteur, « *l'ivoirité concerne en premier les peuples enracinés en Côte d'Ivoire mais aussi ceux qui y vivent en partageant nos valeurs. L'ivoirité est la synthèse culturelle entre les ethnies habitant la Côte d'Ivoire* », (H. K. Bédié, 1999, p. 44). Selon Bédié, il était question, à travers cette approche, de mettre l'ivoirien et la valorisation de son identité culturelle au cœur des défis sociopolitiques. Fort malheureusement, ce concept a suscité une bifurcation de l'arène politique quant à son acceptation. Son appréhension équivoque, pas clairement définie ou même le refus de certains de comprendre l'idée qu'il traduisait, a fait l'objet de moult interprétations péjoratives accentuant ainsi les querelles politiques déjà existantes. D'autant plus qu'il compromettait, parallèlement, la potentielle candidature à la magistrature suprême de certains acteurs politiques considérés du Nord. Dans ce tumulte de contradictions, l'ivoirité a servi d'argumentaire à certaines entités, en l'occurrence, des politiques nordistes pour incriminer Bédié de discrimination des ethnies nordistes en dénationalisant les acteurs émanant de cette partie du pays. Puis

F. Akindès (idem), d'ajouter que l'ivoirité constituait un outil d'exclusion opposant « vrais » et faux « ivoiriens » et alimentant les divisions régionales et ethniques. Et jusqu'à ce jour, les vestiges de ces questions sensibles et non traitées continuent de hanter la Côte d'Ivoire d'où sa conjoncture socio-politique constamment instable.

1.2 Approche méthodologique

L'ethnisation politique en Côte d'Ivoire est un phénomène affligeant dont les racines paraissent indéboulonnables. Houphouët a, certes, réussi à la contenir grâce à une politique sociale avenante, prônant l'égalité des peuples ivoiriens et la nécessité du vivre ensemble qu'il a inculquée aux populations. Cette politique fut l'un des facteurs majeurs de sa bonne gouvernance. Mais dès sa camarade, le continuum politique a été totalement métamorphosé au gré des ambitions des politiques candidats à sa succession. Ainsi, les frustrations, rancunes et ardeurs immodérées sur les sentiers menant au palais présidentiel, ont poussé certains acteurs à user de la politique fantoche de l'ethnisation comme manœuvre dans leurs discours et actes afin de délégitimer ou porter préjudice à un candidat. Et depuis lors, l'ethnisation politique s'est érigée en une véritable épine fossoyant ainsi le tissu social.

Pour aborder cette question, notre étude part d'une observation synoptique de la situation, en s'appuyant sur une littérature savante. Concrètement, elle s'attèle à dépeindre l'ethnisation politique en Côte d'Ivoire avec ses contours abscons. Cet état des lieux nous permettra, par ricochet, de relever les effets néfastes de cette conjoncture sur la cohésion sociale avant de formuler un plaidoyer adressé à l'ensemble des acteurs concernés dont les politiques, les médias et des citoyens. A cela, s'ajoutent, à titre illustratif, des captures de quelques commentaires d'internautes effectuées sur certaines pages des réseaux sociaux numériques, témoignant de l'ambiance

belliqueuse qui prévaut entre les ivoiriens. Somme toute, notre analyse va s'articuler autour de trois (3) principaux points. A savoir :

- Dépeindre l'ossature de l'ethnicisation politique en Côte d'Ivoire
- Relever ses effets préjudiciables sur le tissu social
- Formuler un panorama de suggestions visant à enrayer la situation

Ces différents points à aborder correspondent aux objectifs de recherche visés par notre étude.

2. Ossature de l'ethnicisation politique en Côte d'Ivoire

Dans ce volet de notre travail, nous évoquerons brièvement la transition de la catégorisation ethnique aux prémices de l'ethnicisation politique en Côte d'Ivoire ainsi que sa forme manifestaire dans l'espace politique.

2.1 De la catégorisation des ethnies aux prémices de l'ethnicisation politique ivoirienne

Pour trouver les véritables racines de l'ethnicisation politique, il faut remonter à la période coloniale. L'entreprise coloniale qui visait une meilleure gestion de l'administration, a choisi de catégoriser les populations selon des critères linguistiques et ou culturels. Cette classification pseudo-savante des peuples a, en effet, contribué à figer des identités et même inventer certaines qui étaient inexistantes avant la colonisation. A cet égard, J-L. Amselle (1990), dénonce un phénomène de fabrication coloniale des ethnies. Selon l'auteur, cette catégorisation raciologique et linguistique parfois arbitraire, établie par les puissances coloniales, s'inscrivait dans l'ambition d'imposer leur vision au monde et contrôler les populations. J-L. Amselle (idem), soutient qu'il n'y a pas d'ethnies naturelles : ce sont des produits historiques, fabriqués par l'action coloniale et les logiques

internes des sociétés africaines. Les présumées frontières ethniques sont donc, de facto, des affabulations nourries par les administrateurs coloniaux métropolitains à des fins purement politiques.

Mais, quand vinrent les indépendances, les Etats coloniaux décident de reconduire ce procédé de découpage et d'identification des peuples à travers les ethnies qu'on leur a attribuées. Sous le règne d'Houphouët-Boigny, en Côte d'Ivoire, de nombreuses valeurs étaient prônées dont l'unité nationale et la paix. Toutefois, certains observateurs et citoyens dénoncèrent une distribution clientéliste du pouvoir qui a renforcé certaines appartenances ethniques ou régionales. L'on reprochait à Houphouët le privilège politique accordé à certains de ses collaborateurs ayant la même appartenance ethnique que lui dans sa gestion du pouvoir. Les prémices de la politique du ventre décriée par J-F. Bayart (1989), étaient quelque peu observables à cette époque. Toutefois, il est utile de rappeler que les années 1990 ont favorisé la rupture avec le monolithisme politique. Par ricochet, cet événement a marqué le retour au multipartisme couplé à la libéralisation du secteur de la presse écrite en Côte d'Ivoire. Ce fut le début d'une nouvelle ère symbolisée notamment par le pluralisme d'opinions. Et quand Houphouët tire sa révérence en 1993, il est remplacé par Bédié, président d'alors de l'Assemblée Nationale et dauphin constitutionnel selon l'article 11⁷ de la constitution. En dépit de cette légitimité juridique dans l'accession de Bédié au pouvoir, certains politiques et membres de la société civile y ont vu l'expression d'un tribalisme instauré par Houphouët au sommet de l'Etat. Cette appréhension n'a fait qu'exaspérer la rancœur latente relative à la gouvernance d'Houphouët que médisaient certains. De fil en aiguille, cette situation fit émerger de

⁷ En cas de vacance de la Présidence de la République par décès, démission ou empêchement absolu, les fonctions de Président de la République sont dévolues de plein droit au Président de l'Assemblée Nationale.' Article 11 de la Constitution de la République de Côte d'Ivoire a été promulguée par la loi n° 60-356 du 3 novembre 1960. Cette loi connait des modifications constantes.

l'animosité entre les acteurs politiques. Ces derniers l'ont ensuite répandue au sein de leurs différentes chapelles auprès de militants endoctrinés pour servir de bouclier politique.

2.2 De l'émergence à la manifestation de l'ethnisation politique en Côte d'Ivoire

L'accession de Bédié au pouvoir suite au trépas d'Houphouët, a courroucé certains acteurs politiques. Cette amertume s'explique par le fait que tous les deux étaient de l'ethnie baoulé. Pour une frange de l'opposition, le legs du pouvoir à Bédié traduisait un calcul politique, loin d'être une décision politique avantageuse pour le pays. Il s'inscrivait, selon elle, dans le dessein d'asseoir une hégémonie des baoulés au sommet de l'Etat. Après que le président Houphouët a géré le pouvoir pendant trente-trois (33) ans, il semblait inconcevable, pour eux, que ce soit encore un président d'ethnie baoulé qui assure la continuité du pouvoir. Ce soupçon de népotisme laissait entrevoir un contexte politique hostile où la Côte d'Ivoire s'apprêtait à assister au règne d'un nouveau président, plus de trois décennies après son indépendance. Il convient de rappeler que depuis la période coloniale, un segment significatif de la population ivoirienne était composé d'étrangers. Après les indépendances, le président Houphouët a maintenu cette politique. La Côte d'Ivoire se présentait alors comme une terre d'accueil pour les étrangers, principalement, ceux originaires de l'Afrique de l'Ouest. Mais, à partir des années 1990, cette importante population étrangère ouest africaine a commencé à poser un problème d'identification du profil de l'ivoirien, surtout celui du Nord.

En 1994, pendant que la crise économique ivoirienne refait surface, Bédié annonce l'adoption du concept de l'ivoirité. Pour défendre sa démarche, il soutient ceci : *« ce que nous poursuivons, c'est bien évidemment l'affirmation de notre personnalité culturelle, l'épanouissement de l'homme ivoirien*

dans ce qui fait sa spécificité, ce que l'on peut appeler son ivoirité, (H. K. Bédié, 1995, p. 38). Cette politique mise en œuvre par Bédié a contribué fortement à la mutation du regard nouveau que les ivoiriens avaient désormais des étrangers. Selon O. Dembélé (2003), l'ivoirité a donné lieu à une reconstruction économique et politique de l'étranger. Elle « *offrait ainsi aux citoyens ordinaires l'occasion de requalifier leurs "étrangers" sous de nouveaux codes, sous de nouveaux regards* », (A. Babo, 2012, p. 100). Dans ce sens, la distinction de l'étranger avait quitté le niveau macro (nationaux membres de différentes nations) pour se situer au niveau micro (entre membres d'ethnies, de régions). Ces considérations excentriques « *étaient le point d'orgue d'une évolution mentale façonnée sournoisement par une politique de séparation du "nous" et des "autres", des "vrais Ivoiriens" des "étrangers" ou "faux Ivoiriens"* », (A. Bado, idem, p. 100). Et dans cette conjoncture, les ressortissants du Nord, assimilés notamment aux travailleurs burkinabés et maliens, présents en nombre important lors de la « fièvre du cacao », faisaient l'objet de rejet d'une frange de la population du fait de la crise de la filière. Dans la conscience commune, cette politique s'apparentait à un travail subtil de stigmatisation de l'étranger à travers une propagande idéologique de "bouc émissarisation" de ce dernier, dicit R. Girard (1982).

Pour preuve, l'ivoirité des populations nordistes était sérieusement révoquée en doute dans la mesure où elles faisaient bonne mine aux ressortissants étrangers ouest africains. De plus, ils partageaient des mœurs similaires en l'occurrence la religion musulmane. Le citoyen originaire du Nord semblait apatride sur ses terres et était, entre autres, victime d'un délit de faciès dont le chef d'accusation était souvent le port du boubou ou des patronymes tels que Cissé, Touré, Soro, Sanogo, Traoré. Cette politique bâtie sur un sentiment de tribu assiégée a eu pour effet de stimuler un sentiment xénophobe insoupçonné chez les

ivoiriens. Ainsi, l'étranger, tout comme la xénophobie étaient banalisés et parfois, livrés à la vindicte populaire. Toutefois, la situation s'est davantage accentuée lorsqu'Alassane Ouattara, a manifesté des velléités de briguer le fauteuil présidentiel dans une lutte face à Bédié, suite au décès d'Houphouët. Car, cette politique amenuisait ses chances d'être candidat aux élections présidentielles du fait de la remise en cause de sa nationalité ivoirienne. Cette opposition de discours a marqué l'entrée de la Côte d'Ivoire dans une zone de turbulences socio-politiques.

Le concept d'ivoirité était ainsi utilisé comme sectarisme confessionnel et instrument de stigmatisation à l'encontre des populations nordistes et musulmanes, associées à la figure de l'étranger ; justifiant des logiques d'exclusion, voire de rejet, selon F. Akindès (op. cit). Il semblait être devenu un outil prépondérant de discrimination dans la lutte pour le pouvoir politique en Côte d'Ivoire. Alassane Ouattara qui se revendique nordiste et musulman, a été pris dans l'étau de cette politique d'ivoirité. Sur ce terrain, l'insuccès des tractations à l'occasion des élections présidentielles de 1995 auxquelles il n'a pas pu participer, ont généré un tollé retentissant. Pour ses militants, certains observateurs et Alassane Ouattara, lui-même qui s'est exilé plus tard, cette politique visait à l'évincer de la course à la magistrature suprême du pays. Au fil du temps, il a usé de cette situation à des fins électoralistes en arborant la tunique de la victime identitaire dans le jeu politique pour s'attirer les faveurs, essentiellement des nordistes s'identifiant à lui et de certains ivoiriens empathiques à son égard. A cet égard, Alassane Ouattara déclarait ceci en octobre 1999, à Paris : « *on m'empêche d'être candidat à la présidentielle parce que je suis du Nord et musulman.* »⁸ Parallèlement, ses principaux adversaires, à savoir Bédié et Gbagbo brandissaient la politique de l'ivoirité comme argument juridique pour délégitimer sa

⁸ Discours d'Alassane Ouattara, le 09 octobre 1999 à Paris : https://ladepechedabidjan.info/2021/11/20/cote-divoire-allassane-ouattara-et-lislam/?utm_source=

potentielle candidature présidentielle. Entre l'injustice dénoncée par Ouattara d'une cabale ourdie contre lui pour annihiler ses ambitions présidentielles et Bédié qui récusait cette incrimination, les tensions demeuraient implacables. Et ce climat politique délétère n'augurait pas des lendemains placides. Puis, le 24 décembre 1999, à l'orée de la célébration des fêtes de fin d'année, la Côte d'Ivoire est frappée d'un coup d'Etat par une junte militaire conduite par le Général Robert Guéi. Le président Bédié s'étant carapaté pour l'exil après ce putsch, la transition est assurée par ledit Général jusqu'aux élections, organisées en octobre 2000. Ce challenge électoral est remporté par Laurent Gbagbo à l'issue de son processus imprimé d'une somme de vacarmes populaires. Pour l'ensemble des ivoiriens, la Côte d'Ivoire tournait décidément la page d'une période sombre de son histoire. Mais le 19 septembre 2002, une rébellion armée tente, de nouveau, de renverser le pouvoir d'Abidjan. Cette fois, le hold-up échoue. Mais elle ne se ravise pas. Elle décide d'occuper principalement des villes de l'Ouest, du Nord et certaines du Centre du pays dont Bouaké qui fut la capitale de la rébellion, ayant coupé le pays en deux. Au titre des motivations à l'origine de cette rébellion, Guillaume Soro, ex secrétaire général du MPC⁹, déclarait le 11 juin 2014 au Cameroun, en sa qualité de président de l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire, ceci :

Alors, voyez-vous, je n'ai aucun scrupule et je n'éprouve aucune hésitation à le dire, je me suis élevé avec force contre cette dérive identitaire, contre cette xénophobie rampante, contre cette politique discriminante. Oui, chers amis Camerounais, je vous le dis : je me suis rebellé contre l'ivoirité qui catégorisait les Ivoiriens. Quelle différence entre l'ivoirité et le colonialisme ? Aucune, sauf peut-être une insignifiante différence de couleur. En Côte

⁹ Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI). Il fut l'un des mouvements déclarés qui ont mené la rébellion armée en Côte d'Ivoire de septembre 2002 à avril 2011. Soro Guillaume en était le Secrétaire Général

d'Ivoire, on a voulu instaurer une hiérarchie naturelle entre des citoyens pourtant égaux en droits et en devoirs. Cette politique active de l'ivoirité insidieusement récupérée et amplifiée par Monsieur Gbagbo, n'était rien d'autre que la tropicalisation de la colonisation des Africains par des Africains. Oui, comme Martin-Paul Samba, Edandé Mbita, furent rebelles contre le colonialisme allemand ici au Cameroun, je le suis devenu ! Comme Ruben Um Nyobè, Félix Moumié, et bien d'autres, furent rebelles contre le colonialisme français ici même au Cameroun, je le suis devenu ! Comme le peuple Abbey de Côte d'Ivoire, cruellement déporté pour sa résistance au colonialisme français au début du 20ème siècle, je me suis rebellé ! Je suis rebelle contre toute politique occidentale, asiatique, américaine ou africaine qui normalise l'injustice, les discriminations, le mépris et l'exploitation quotidienne de l'homme par l'homme. Telle est la Cause à laquelle j'ai dédié ma jeunesse et mes facultés. Les causes qui ont justifié les sacrifices de vos glorieux prédécesseurs sont celles qui ont avivé la flamme de mon combat.

Ce discours de Guillaume Soro, chef de file de la rébellion armée de 2002, est l'émanation de l'ensemble des raisons qui ont conduit des citoyens ivoiriens à se rebeller outrageusement contre leurs compatriotes. Cette déclaration donne de comprendre les causes originelles des turpitudes politiques ivoiriennes symbolisées par l'introduction de la question identitaire dans le modus vivendi des ivoiriens. Puis, celle-ci a été exacerbée par l'adoption du concept bilieux de l'ivoirité qui a égrugé les liens intercommunautaires en Côte d'Ivoire, sous couvert du nationalisme. Chaque politique et son parti ont délibérément euthanasié les communautés ivoiriennes, à travers le prisme de l'ethnicisme, dans le but d'obtenir leurs voix dans le challenge électoral. Sur ce terrain, les tentacules ethnicistes

ont dompté l'objectivité et la lucidité des électeurs. Ainsi, depuis l'émergence de cette politique clivante, ils sont nombreux à voter un candidat à cause de sa religion, son ethnie et ou son parti politique au dam du programme de gouvernance qu'il propose. Pour une masse considérable de la population, ce qui importe, c'est de donner sa voix à un candidat en qui elle se reconnaît ethniquement. Cela est symptomatique du formatage conséquent d'esprit effectué par les politiques sur les citoyens à l'effet de leur imposer leur doxa. Dans cette imposture généralisée, l'appareil judiciaire, censé veiller au respect des droits de chaque citoyen, est utilisé par les pouvoirs politiques comme un instrument d'oppression des opposants. Parfois, c'est le peuple qui est accablé quand celui-ci exprime sa bronca sur certaines situations. En conséquence, l'état névralgique du tissu social fait le lit des troubles intempestifs pernicieux.

3. Les effets néfastes de l'ethnisation politique sur le tissu social

La question identitaire suscite divers désagréments sur la cohésion sociale. Ce sont notamment, la stigmatisation et les fractures identitaires, les violences électorales ou crises et les défis pour la réconciliation nationale.

3.1 La méfiance, la stigmatisation et les fractures identitaires

L'un des impacts nocifs de l'ethnisation politique en Côte d'Ivoire est le mépris de l'identité nationale au profit des logiques de promotion ou ségrégation communautaire. Ce contexte politique dans lequel l'appartenance ethnique est mise en lumière sous forme de critère de légitimité politique et d'accès à des ressources, engendre des sentiments de frustration et d'injustice. Sous cet angle, les citoyens d'un groupe ethnique perçoivent souvent leurs compatriotes d'autres groupes, comme

des ennemis qui pourraient entraver leurs intérêts. Selon J-P. Chauveau et J-P. Dozon (1988), les identités ethniques revendiquées par les ivoiriens eux-mêmes, colorent bien des conflits sociaux ou bien des enjeux politiques. Sur ces entrefaites, lorsque le leader d'un groupe donné accède au pouvoir, il règne en maître absolu au mépris d'une partie du peuple mais offre certains privilèges au(x) groupe(s) ethnique(s) se reconnaissant en lui. D'autant plus que ce qui caractérise essentiellement ces politiques qui exercent la politique du ventre selon J-F. Bayart (op. cit), est qu'ils sont animés de l'ambition de tirer certains avantages qu'ils partagent exclusivement avec leurs clans.

Mais ils ne s'intéressent nullement de proposer un programme politique, économique et social potable et viable aux populations. La redistribution des richesses devient donc une utopie et cela génère des fractures ethniques. Parallèlement, cela suscite une dynamique de climat global de méfiance où des intentions de manipulation et d'exclusion sont soupçonnées de chaque groupe. A titre d'exemple, les peuples du Nord ont été longtemps stigmatisés par le concept de l'ivoirité qui les excluait juridiquement de la citoyenneté véritable. Cette politique identitaire a participé à la catégorisation des ethnies en estimant certaines plus importantes et légitimes ; rendant, ainsi, difficile l'éventualité d'une identification collective à une nation commune. Par ailleurs, cette forme de territorialisation des appartenances dans laquelle certaines régions sont associées à des groupes politiques ou ethniques spécifiques, a renforcé les logiques de cloisonnement social. En effet, certaines zones du pays marquées par l'homogénéité ethnique, ont altéré aussi des liens sociaux avec notamment l'interdiction de certains mariages interethniques et la favorisation de la discrimination dans l'emploi public.

3.2 Violences électorales, crise et discours de haine

Nous traiterons ce volet de notre analyse en deux (2) parties. Nous évoquerons les violences électorales, les crises et leurs conséquences désastreuses. Puis, nous étalerons des captures d'échanges entre des internautes illustrant la nature et l'état des relations entre les ivoiriens.

3.2.1 Violences électorales et crises

Les effets catastrophiques les plus prégnants de l'ethnisation politique en Côte d'Ivoire sont, entre autres, le coup d'Etat de 1999, les violences post-électorales de 2000 et 2010, la crise de 2002 et les violences électorales de 2020. Tous ces événements dramatiques ont pour dénominateur commun, l'ethnicité. Ainsi, les périodes d'élections présidentielles constituent, fort malheureusement, des moments où les ardeurs se veulent intangibles tant au niveau politique qu'au niveau social. Les dissentiments politiques sont aussitôt transposés au sein de la société civile entraînant des affrontements entre communautés. Les acteurs politiques, tels des adeptes du manichéisme, propagent des discours acrimonieux qui radicalisent les ardeurs de leurs militants thuriféraires et lancent l'alerte des exactions entre les populations. La théorie devient simple : l'adversaire politique est considéré comme un ennemi ethnique. Dans cette ambiance mélancolique, les médias d'opinions acquis à la cause de chaque partie, n'éprouvent aucune décence à user et véhiculer des mots qui attisent les maux des clivages. Cette pratique médiatique incivique et souvent, déshumanisante, contribue pourtant, à précipiter et intensifier des troubles.

Les violences observées sont diverses et ombrageuses. Ce sont, notamment, la perte de biens matériels et de nombreuses vies humaines. Certaines ont été contraintes d'abandonner leurs domiciles pour trouver refuge dans des villes sous contrôle des forces républicaines. On les a appelés « les déplacés de guerre. » Pour d'autres, l'issue était de brousser urgemment. Ces

événements sinistres ont hanté la mémoire de milliers de citoyens rescapés, du fait de ce qu'ils ont vu et ou vécu. Selon l'ONU¹⁰, le rapport de la CNE¹¹ au sujet de la crise postélectorale de 2010-2011, est résumé comme suit :

la Commission a relevé des cas graves de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire dont des exécutions sommaires, des viols, des traitements inhumains et dégradants, des tortures, des menaces de mort, des appels au meurtre et à la haine nationale, des attaques ciblées contre des populations en raison de leur origine ou de leur appartenance politique et religieuse.

Et selon un rapport de l'ONU¹² établi sur les violences à l'ouest du pays également en 2010-2011 :

au moins 1 012 personnes, parmi lesquelles 103 femmes et 42 enfants, ont été tuées dans les deux régions du Moyen Cavally et des Dix-huit Montagnes pendant les violences post-électorales. Ces violences sont liées à des affrontements intercommunautaires, à des miliciens, des Dozo¹³, des FRCI¹⁴, etc.

Dans le même ordre d'idées, un témoignage anonyme cité dans le rapport d'Amnesty International¹⁵, laisse présumer l'ampleur des outrages. A savoir : « *Ils ont regardé sa carte d'identité et l'ont abattu.* » L'aveu de ce témoin donne de comprendre à quel point dans cette période trouble, le délit de faciès constituait un indice pernicieux annonçant un ticket pour le trépas, pour certains citoyens ivoiriens.

¹⁰ Organisation des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU), Rapport de la CNE https://onuci.unmissions.org/revue-de-presse-internationale-du-10-aout-2012?utm_source

¹¹ Commission Nationale d'Enquête (CNE), mise en place après la crise postélectorale de 2010-2011 par le président Alassane Ouattara, pour établir le bilan de la crise

¹² Rapport de l'ONU sur les violences post-électorales à l'ouest : https://onuci.unmissions.org/les-violences-postelectorales-ont-fait-plus-de-1000-victimes-dans-l-ouest-ivoirien-indique-un?utm_source

¹³ Un dozo est un chasseur traditionnel en langue mandingue. C'est une expression communément employée dans la zone mandephone de l'Afrique de l'Ouest

¹⁴ Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI)

¹⁵ Rapport de Amnesty International, (2011), Côte d'Ivoire « Ils ont regardé sa carte d'identité et l'ont abattu » Retour sur six mois de violences post-électorales. Londres, Secrétariat International, Amnesty International Publications

3.2.2 *Discours de haine et de rancœur*

Ces différents événements tragiques encore très récents pour la Côte d'Ivoire, ont laissé des plaies ouvertes dont les douleurs se font encore ressentir dans l'expression des ivoiriens. Et cette souffrance intérieure est perceptible sur les réseaux sociaux numériques qui ont été érigés, depuis quelques années, en un tribunal des voix opprimées et des sentiers battus. L'atmosphère méphitique observable dans les discussions entre des internautes, mêlée de haine, de frustration et de rancœur traduit la dimension abyssale des clivages entre les ivoiriens. Cela donne de supposer, parallèlement, une cohabitation farceuse entre certaines communautés ivoiriennes. Laquelle s'embrace, aussitôt, aux moindres troubles politiques. Pour illustrer cette idée, nous présentons, ci-dessous, six (6) captures de commentaires lors de quelques échanges entre certains internautes dont nous avons choisis de garder l'anonymat, sur des sujets d'ordre politique. Ces captures sont présentées sous forme d'images.



Image 1

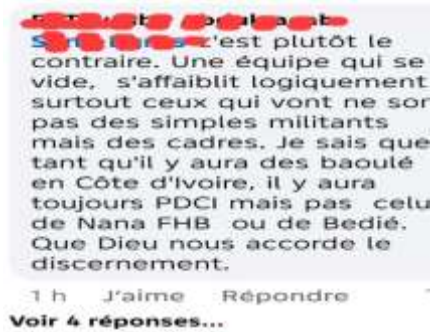


Image 2



Image 3



Image 4



Harouna Compaore toi tes
ami deviennent vdp pour
défendre ton pays le Burkina
mais toi c'est Adama dahico
qui est ta passion. Plaisantin ,
inculque là

2 h J'aime

20

Répondre

Voir 1 réponse...

un
Burkinabé qui parle dans la
politique ivoirienne ? Après le
départ de Ado on va vous
arracher la nationalité
ivoirienne. Qui vivra verra

2 h J'aime

Répondre

4

pathétique.Sans
commentaires.On sent que
vous ne connaissez pas la
côte d'ivoire monsieur.On
peut vivre sans un pays et ne
pas le connaître. Et surtout je

J'aime
répondre
même en dit plus sur ta
piètre personne

2 h J'aime

Répondre

4

donc tu
penses que je suis pas
ivoirien ma mère est dida
mon père sénoufo
regarde a un moment
donné il faut réfléchir
avant de venir dire des
conneries

2 h J'aime

Répondre

1

arrête
de réfléchir de la sorte
c'est pas intellectuelle il
faut quitter dans
l'émotion le pouvoir doit
pas être l'apanage d'un
groupe c'est pas possible
on ne construit pas une

Image 5

Image 6

3. Les défis pour la cohésion nationale et la réconciliation

La lecture des captures de commentaire susmentionnées constitue un échantillon des ressentiments extériorisés des concitoyens. Ces commentaires laissent transparaître que le malaise est profond. Les poches de division demeurent. De l'amertume et même des desseins de vengeance sont intérieurement nourris à telle enseigne qu'aujourd'hui, la reconquête de la cohésion nationale et la potentialité d'une véritable réconciliation, se veulent la quadrature du cercle. Il faut un aéropage d'individus et d'organes résolument engagés dans une volonté de rendre service à la nation pour produire des résultats qui traduisent les événements vécus et les

manquements à compenser. Car, l'activité d'une tartuferie de personnes qui fournit des données apocryphes parce qu'elle est inféodée au pouvoir politique, est illégitime pour les victimes des conflits et stimule des tensions souterraines. A titre d'exemple, les actions de la CDVR¹⁶, ont paru superficielles ou instrumentalisées, faute de volonté politique franche et d'indépendance dans le processus. Cela a provoqué l'ire de nombreux ivoiriens évoquant un sentiment d'impunité, voire d'injustice, face à des crimes restés sans poursuite équitable, selon l'appartenance du camp vainqueur ou vaincu. La justice par endroits, semble unilatérale. Elle est tronquée pour dédouaner certains citoyens mais paradoxalement, pour condamner d'autres pour les mêmes chefs d'accusation.

A cet égard, J-N. N'Guemegne (2015), n'a pas manqué de rebuter l'absence de justice impartiale, le manque de volonté politique réelle et l'exclusion de certaines voix dans le processus inhérent aux bilans des crises notamment de 2002 et la crise postélectorale de 2010-2011. Il plaide ainsi pour une réconciliation inclusive, fondée sur la vérité, la contrition et la participation effective de tous les acteurs sociopolitiques. Cette justice à géométrie variable comme la caricaturent certains observateurs, crée un climat de frustration en compromettant la cohésion sociale. De cette manière, elle est en mesure de raviver les cycles de conflits et le repli identitaire, surtout en période d'élections présidentielles.

4. Notre plaidoyer

A la lumière des événements et de l'analyse susdite, il nous appartient de suggérer des perspectives d'ordre structurel et culturel destinées aux acteurs politiques ivoiriens et à la société

¹⁶ Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR), mise en œuvre par le président Alassane Ouattara à l'issue de la crise post-électorale, pour établir les bilans des crises

civile de sorte qu'ils reconsidèrent leurs faits et perceptions qui ont généré les crises.

4.1 De l'incitation à une gouvernance citoyenne et inclusive

La question de l'ethnicité dans la politique amène ainsi à gamberger sur le défi de régénérer une véritable citoyenneté qui inclut toutes les parties prenantes des différentes crises. L'éventualité de cette gageure doit s'accompagner d'une résipiscence des entités politiques et de chaque ivoirien. Pour transcender les considérations tribales et atteindre l'optimum du chauvinisme, des efforts sacrificiels doivent être engagés. De cette manière, l'intérêt commun devrait surclasser les ambitions égotistes, les frontières ethniques et régionales érigées comme l'ersatz de la symphonie communautaire sociale d'antan. Même si cette ambition semble délicate compte tenu des pratiques peu orthodoxes devenues coutumières, il ne faut pas pour autant jeter le manche après la cognée. Cette palingénie du tissu social est réalisable en abordant résolument les questions épineuses par leurs racines. La faiblesse ou le manque de crédibilité en des institutions jugées partisans ou instrumentalisées par des intérêts ethno-politiques, constitue l'une des épines dorsales de l'ethnisation politique en Côte d'Ivoire. De ce point de vue, il convient donc de reformer la CEI pour lui concéder sa neutralité et sa transparence. Aussi est-il important qu'il y ait une représentativité équitable de chaque chapelle politique en son sein. Outre ce fait ; l'appareil judiciaire ne doit plus être instrumentalisé pour satisfaire les ambitions du pouvoir ou persécuter des opposants politiques quand ils expriment leurs dissidences. Il faut redonner à la démocratie son essence : celle de la liberté de s'exprimer dans les limites prévues par la loi. La justice sélective et arbitraire en raison de points de vue divergents, est pathologique pour le tissu social. Il est, ainsi, impérieux de soustraire la liberté escamotée de la parole (G. Menga, 1993), qui conduit des voix contradictoires du pouvoir

dans des geôles. Quant aux nominations politiques, il conviendrait de mettre en avant les compétences et la méritocratie plutôt que le népotisme. Les ivoiriens devraient tous avoir les mêmes chances de s'insérer socialement, sans discrimination. Dans ce sens, il revient à l'Etat de travailler à regagner la confiance tous azimuts du peuple. Le gouvernement a, de ce fait, le devoir de refléter l'image d'un Etat responsable, soucieux de l'essor du pays et du bien-être des citoyens, en occultant toute considération ethnique, politique, régionale et ou religieuse dans son exercice.

S'agissant des autres politiques inclusives, il serait opportun de réviser les critères de nationalité pour enrayer la problématique de l'ivoirité et sortir des logiques d'exclusion des candidats à la présidentielle. En outre, les autorités politiques devraient initier et encourager le dialogue intercommunautaire en mettant à contribution l'ensemble de la société civile et spécifiquement, les chefs traditionnels, les associations citoyennes, les autorités religieuses, les leaders d'opinion et la presse. Dans cet élan de réconciliation nationale, il s'agirait d'étendre la politique des investissements publics, dans l'ensemble des régions afin que certaines d'entre elles, où vivent d'autres communautés, ne se sentent lésées. Ces décisions pourraient être déterminantes dans l'optique d'une cohésion sociale retrouvée dans la mesure où les soupçons ou affirmations de tribalisme et de favoritisme ont fait l'objet de déchirement entre les ivoiriens. Ces actions s'inscriraient dans le champ légitime de la démocratie en concédant le pouvoir au peuple. Et non ce despotisme démocratique qui n'est qu'un vacuum imposé par des politiques outrecuidants ayant discounté le bonheur des ivoiriens sur l'autel de leur avidité de pouvoir. Ce dessein malsain fondé sur la prééminence des intérêts partisans, ethniques et régionaux, galvaude foncièrement l'unité nationale et érige la relative paix en conflit. Alors que, pour escompter un progrès harmonieux du

pays par la satisfaction des aspirations globales des citoyens, la cohésion sociale se veut immarcescible.

4.2 Rôle de l'éducation civique et des médias

L'éducation civique et les médias sont susceptibles de jouer un rôle prépondérant dans l'élan d'une cohésion sociale regagnée.

4.2.1 Rôle de l'éducation civique

L'aboutissement à un résultat favorable contre l'ethnisation politique doit s'accompagner d'un important changement, à savoir celui des mentalités. Ce pari peut être insufflé par des outils influents de socialisation du peuple en l'occurrence l'éducation civique. Cette initiative impose de réviser le système éducatif ivoirien. Il conviendrait de promouvoir des contenus éducatifs valorisant des héritages culturels croisés, des histoires communes et des figures emblématiques du pays dont l'ouvrage ou le parcours, rassemble bien au-delà des considérations ethniques. L'initiation de programmes scolaires et universitaires réunissant plusieurs fils et filles émanant de diverses régions du pays, afin de leur permettre d'établir des liens et se découvrir peut s'avérer également productive. Au sujet de l'éducation civique, l'insertion de programmes scolaires dédiés notamment à l'éducation à la citoyenneté, à la tolérance et à l'acceptation de l'autre en dépit des divergences politiques, ethniques ou régionales, serait approprié. Dans cette veine, la réintroduction du service militaire dans l'éducation de la jeunesse hodie en lui inculquant les valeurs civiques et la sacralité de la République, pourrait assurément changer les mentalités et aider à mieux préparer l'avenir.

D'un point de vue synoptique, il est indispensable d'instruire les citoyens sur la prévalence de l'intérêt national au détriment des desideratas claniques, ethniques et des chapelles politiques. Les valeurs d'unité, de fraternité et de paix que le président Houphouët a inculquées au peuple comme facteurs

incontournables de progrès, doivent servir de boussole sur les sentiers de la reconquête de paix. Dans un cadre inclusif de dialogue pour les entretenir sur les valeurs citoyennes à cultiver et l'obligation d'édulcorer les animosités intestines, il serait convenable que l'Etat déploie des délégations qui iront à la rencontre des différentes populations. Il s'agira d'entretenir les ivoiriens sur les retombées macabres des nombreuses crises dues à la question identitaire. Et donc, la nécessité d'user d'une mansuétude mutuelle comme instrument pour résoudre les conflits et édulcorer les dissentiments entre eux en vue de rebâtir la Côte d'Ivoire. Car, la réconciliation nationale n'est envisageable qu'à travers une contrition réciproque entre les communautés ivoiriennes.

4.2.2 Rôle des médias

L'impartialité et l'objectivité sont notamment des vertus qui déterminent la qualité d'un média. Mais la propagande outrageuse dont les médias font souvent montre dans leur exercice, sous le diktat des prédateurs politiques, heurte des sensibilités et occasionne ou accentue parfois des troubles. Il leur revient, donc, de se conformer à leurs préceptes éthiques et déontologiques de sorte à honorer leur responsabilité sociale vis-à-vis du peuple. En outre, leurs nobles missions, notamment celles d'informer et d'éduquer, constituent un couteau suisse qui peut contribuer efficacement à la réhabilitation du tissu social. Tout est fonction de l'usage qu'ils en font. Les médias devraient militer pour l'irénisme des politiques au sujet de la République, en privilégiant le dialogue lorsque des désaccords observés sont susceptibles d'altérer l'harmonie sociale. Il faut des gouvernements responsables qui ne caporalisent point les institutions de la République et les médias pour l'expression de leur autocratie. Cela donnera l'occasion aux organismes compétents du secteur, d'instaurer une régulation austère des discours et productions des médias. Dans ce sens, le journalisme

d'opinion qui apologise des vices tels que la haine, la violence, la xénophobie, la discrimination religieuse ou ethnique en faveur d'un bréviaire politique, constitue un fossoyeur du tissu social. Il doit alors être strictement proscrit et sanctionné si besoin est. En effet, il revient à la presse d'être véritablement actrice du développement en initiant des débats d'échanges libres, pluralistes et constructifs sur les sujets d'intérêt politique et social. Pour ce faire, elle doit se défaire de son cordon politique pour assurer son rôle de rempart du peuple à l'effet d'exprimer loyalement la voix des voix bâillonnées et embastillées.

Sur ce terrain, il lui appartient également de diffuser au peuple, des messages qui promeuvent le vivre ensemble. La presse doit s'ériger en un véritable contre-pouvoir en militant en faveur du peuple et non en s'érigeant en outil de propagande des pouvoirs politiques. En leur qualité de quatrième pouvoir de la République selon A. De Tocqueville (1986), les médias ont le pouvoir de modeler les consciences (V. Packard, 1958), des citoyens pour les disposer à la cohésion sociale et les évincer de la géhenne de la haine. Le champ d'exercices important de la presse est en mesure de changer favorablement les mentalités et de contribuer considérablement au rétablissement d'une société ivoirienne réconciliée, unifiée, émerillonnée et résolument engagée dans de nouveaux défis d'intérêts communs.

Conclusion

Notre analyse s'est articulée autour de la manifestation de l'ethnisation dans l'écosystème politique et de ses déboires sociaux inhérents. Au demeurant, il convient d'affirmer que l'ethnisation est un miroir aux alouettes employé par les politiques ivoiriens à des fins électoralistes effrénées. Cette pratique inébrillante a contribué à la fracture du tissu social ivoirien avec de nombreuses conséquences létales à l'occasion des coups d'Etat survenus et des violences et affrontements

souvent intercommunautaires lors des périodes d'élections présidentielles. De facto, cette propagande politique attise les braises des clivages entre divers peuples ivoiriens en raison de l'endoctrinement subtil des leaders politiques visant à insinuer à leurs militants que la différence d'ethnie signifie ennemi politique. Ainsi, cette doctrine conduit de nombreux citoyens zélotes à privilégier leurs postures partisans au détriment de la fibre patriotique sur des sujets d'intérêt commun. Cette appréhension des choses est symptomatique de la haine, des rancœurs, douleurs, frustrations et désirs immodérés de revanche qui habitent les cœurs des ivoiriens auxquels on ôte souvent la liberté de s'exprimer. En outre, l'activité de l'appareil judiciaire se veut opaque. Et les vellétés d'engager le fer entre les parties disloquées par les différentes crises en mettant en œuvre des commissions, sont restées lettre morte. Quant aux médias, ils se délectent à enfumer l'atmosphère politique en montrant clairement leurs postures de militants journalistes pour leurs chapelles politiques respectives au lieu d'œuvrer pour une symphonie sociale entre les Ivoiriens de tous bords. Ce climat social méphitique complexifie la potentialité d'un regain de cohésion sociale et d'une véritable réconciliation nationale d'autant plus que des plaies disparates demeurent ouvertes.

Notre étude tend à tirer la sonnette d'alarme sur la forme dépréciative de communication pratiquée en Côte d'Ivoire par les politiques pour nourrir leurs ambitions de pouvoir. Elle s'inscrit dans le champ des travaux inhérents à la communication politique en mettant, singulièrement, en relief, les risques liés à l'ethnisation du champ politique surtout dans les Etats constitués d'une kyrielle d'ethnies. Ce travail tient lieu d'invitation des politiques ivoiriens à une communication responsable et citoyenne qui ne compromet nullement la quiétude et les intérêts du peuple ivoirien. Dans ce sens, il leur appartient de réorienter leurs discours de sorte qu'ils contribuent à la suture du tissu social. Notre étude se propose, par ricochet,

d'inciter à une prise de conscience collective des communautés ivoiriennes sur la nécessité de faire amende honorable mutuellement et réapprendre à vivre ensemble. Car la revitalisation de la communauté est tributaire de la primauté du patriotisme, des efforts de contrition et de réappropriation des valeurs citoyennes et civiques.

La mélopée des clivages, de la loi du talion, du tribalisme, de la vendetta et des crises a longtemps affligé et endeuillé le peuple ivoirien. Il est, à présent, impérieux que le zéphyr d'une véritable cohésion sociale, souffle sur la Côte d'Ivoire afin qu'elle recouvre sa santé politique et sociale. Notre analyse aurait certainement été plus intéressante si elle s'était appuyée sur une enquête auprès des populations pour recueillir et traduire leurs opinions sur les questions liées à notre problématique. Toutefois, elle s'est évertuée à mettre en lumière les effets néfastes observables de la théorie pernicieuse de l'ethnisation politique traduites par le déchirement des liens sociaux. En dépit des accalmies relatives, cette conjoncture spleenétique laisse constamment planer le doute d'une rechute si les réalités restent inchangées. Sur ce terrain, il faut peut-être redouter une guerre civile, au fil du temps, si des efforts sacrificiels de pardon mutuel et de véritable réconciliation nationale ne sont pas engagés.

Références bibliographiques

- AKINDES Francis, 2004. *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*. CODESRIA. Série des Monographies, Dakar
- AMNESTY INTERNATIONAL, 2011. Rapport. *Côte d'Ivoire « Ils ont regardé sa carte d'identité et l'ont abattu » Retour sur six mois de violences post-électorales*. Secretariat International Amnesty International Publications, Londres
- AMSELLE Jean-Loup, 1990. *Logiques métisses. Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*. Payot, Paris

- BABO Alfred, 2012. « L'étranger à travers le prisme de l'ivoirité en Côte d'Ivoire : retour sur des regards nouveaux », Migrations société, Editions Centre d'Informations et d'Etudes sur les Migrations Internationales, 2012/6, N°144, pp. 99-120
- BAULIN Jacques, 1982. *La politique intérieure d'Houphouët-Boigny*, Eurafor-Press, Paris
- BAYART Jean-François, 1989. *L'État en Afrique. La politique du ventre*. Fayard (Collection « L'espace du politique »), Paris
- BEDIE Konan Henri, 1995. *Le progrès pour tous, le bonheur pour chacun. Oui nous le pouvons*, discours-programme 1995, Abidjan
- BEDIE Konan Henri, 1999. *Les chemins de ma vie*, Plon, Paris
- BOUQUET Christian, 2005. *Géopolitique de la Côte d'Ivoire*, Armand Colin.
- CHAUVEAU Jean-Pierre & DOZON Jean-Pierre, 1988. « Ethnies et État en Côte-d'Ivoire ». *Revue française de science politique*, 38^e année, n° 5 (L'anthropologie politique aujourd'hui), pp. 732-747
- DEMBÉLÉ Ousmane, 2003. « Côte d'Ivoire : la fracture communautaire », *Politique Africaine*, n° 89, pp. 34-48.
- DE TOCQUEVILLE Alexis, 1986. *De la démocratie en Amérique*, Laffont, Paris
- GIRARD René, 1982. *Le bouc émissaire*, Éd. Grasset, Paris, 298 p.
- HABERMAS Juergen, 1962. *L'espace public*, Payot, Collection critique de la politique, Paris
- MBEMBE Achille, 2000. *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. La Découverte, Paris
- MEILLASSOUX Claude, 1997. « Fausses identités et démocratie d'avenir » dans *Identités et démocratie : en Afrique et ailleurs*, L'Harmattan, Paris

- MENGA Guy, 1993. *Congo : La Transition escamotée*, L'Harmattan, Paris
- NGUEMEGNE Jean-Noël, 2015. *Les défis de la réconciliation nationale en Côte d'Ivoire après la crise post-électorale*, Revue Africaine des Sciences Sociales.
- ONUCI, 2012. Rapport de la Commission Nationale d'Enquête sur la crise postélectorale de 2010-2011, https://onuci.unmissions.org/revue-de-presse-internationale-du-10-aout-2012?utm_source
- ONUCI, 2011, Rapport sur les violences post-électorales, https://onuci.unmissions.org/les-violences-postelectorales-ont-fait-plus-de-1000-victimes-dans-l-ouest-ivoirien-indique-un?utm_source
- OUATTARA Alassane, 1999. Discours du 09 octobre 1999, Paris. https://ladepechedabidjan.info/2021/11/20/cote-divoire-allassane-ouattara-et-lislam/?utm_source
- PACKARD Vance, 1958. *La persuasion clandestine*, Calmann-Lévy, Paris
- ROUBAUD François, 2003. « La crise vue d'en bas à Abidjan : ethnicité, gouvernance et démocratie », dans *Afrique Contemporaine*.
- SORO Guillaume, 2019. Discours lors de sa visite à l'Assemblée Nationale du Cameroun : https://news.abidjan.net/articles/500659/visite-du-president-de-lassemblee-nationale-au-cameroun-le-discours-de-guillaume-soro?utm_
- TCHAKHOTINE Serge, 1939. *Le viol des foules par la propagande politique*, Collections Tel (n°217), Gallimard.